

Je voudrais vous parler d'un article publié récemment dans le *Star*, de Toronto, et qui rapporte les commentaires de certains membres du caucus libéral. D'après cet article, le secrétaire parlementaire du ministre d'État (Multiculturalisme) (M. Deniger) aurait dit que Nordair:

... n'est pas un transporteur régional ontarien. Cette société est établie à Montréal et nous ne pouvons pas nous permettre de perdre un autre siège social. C'est ce que je redoute le plus.

Il aurait ajouté:

Il faut bien comprendre que le secteur du transport aérien est aussi important pour le Québec que l'industrie automobile pour l'Ontario. Si nous perdons cette industrie, c'est notre avenir économique qui est en jeu.

J'ai écouté le député de La Prairie et je le comprends parfaitement. D'après ce que j'entends dire de l'autre côté, les ministériels désirent protéger leurs industries, mais je me rends compte qu'ils ne comprennent pas vraiment que ces industries dont le siège social doit nécessairement se trouver quelque part ailleurs pourraient enrichir considérablement l'ensemble du pays. Le gouvernement va au secours de ces industries à coup de subventions, qu'il s'agisse de lignes aériennes, de manufacturiers d'automobiles, comme la société Chrysler, ou de l'industrie du tracteur, comme la société Massey-Ferguson. Il va à la rescousse de ces multinationales alors que les sociétés qui réussissent et n'éprouvent aucun problème sont parfois accusées d'être anti-canadiennes. Pourquoi? On prétend que l'argent s'en va aux États-Unis. N'importe qui a étudié la situation sait que la plupart des fonds qui fuient le Canada ne sont pas ceux des sociétés mais bien ceux du gouvernement qui doit payer des intérêts sur ses emprunts à l'étranger. Pourquoi paye-t-il ces intérêts? En partie parce qu'il veut acheter des compagnies pétrolières, mais ce n'est certes pas la seule raison. Pourquoi le gouvernement vient-il tout juste de dépenser un milliard et demi de dollars pour acquérir Petrofina? Peut-être pour arborer le drapeau canadien et mettre l'enseigne de Petro-Canada devant toutes ces stations-service. Bien entendu, les Canadiens aimeraient être partenaires dans leur industrie pétrolière, mais il existe sûrement d'autres moyens d'y arriver que de dépenser un milliard et demi pour quelque chose qui ne produira pas une seule goutte de pétrole. Ce qu'il faut que le Canada fasse c'est de payer ses dettes et de laisser les sociétés pétrolières se charger de découvrir davantage de pétrole.

Les fonctionnaires du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui se sont empressés d'aller acheter du pétrole au Mexique n'avaient aucune idée du produit qu'on leur vendait. Si nous n'avons jamais mangé de cochonneries, nous allons maintenant nous servir de cochonnerie comme combustible. C'est un mythe au Canada que toutes les catégories de pétrole se valent. Or, il faut faire une distinction entre le pétrole léger et le pétrole de poids moyen, le pétrole brut non sulfuré et le pétrole lourd. Il y a également le pétrole maya, épais, boueux et à forte teneur en produits chimiques. En vertu de l'entente intervenue, le gouvernement mexicain a obtenu d'expédier le pétrole à intervalles irréguliers, ce qui signifiait que nous ne recevions pas nécessairement tout le pétrole l'hiver, lorsque nous en avons le plus besoin, mais que nous pourrions également en recevoir l'été. L'entente prévoyait que le pétrole devait rester au Canada et ne pouvait être réexpédié. Or, nos raffineries ne peuvent traiter ce pétrole lourd car elles fonctionnent déjà à pleine capacité. Que se passe-t-il? Le pétrole mexicain arrive sur la côte est; de là, nous sommes obligés de l'expédier vers la côte ouest pour qu'il y soit raffiné.

Pouvoir d'emprunt

En même temps, nous envoyons vers les États-Unis notre propre pétrole lourd de Lloydminster, en Saskatchewan, et celui de la région de Swift Current parce que nous n'avons pas suffisamment de raffineries au Canada pour le traiter. Comme le gouvernement pensait acheter du pétrole léger ou moyennement visqueux, son réveil a certainement été brutal quand il a constaté qu'il s'était engagé à acheter du pétrole lourd très visqueux à beaucoup de frais et qu'il s'est aperçu de tous les ennuis que cela représenterait pour les raffineries. Je répète que selon moi, plus d'argent quitte notre pays à cause de cette incurie que pour d'autres raisons.

Le gouvernement veut prendre des mesures pour aider la société Chrysler à se sortir du pétrin. Massey-Ferguson a aussi des ennuis et le gouvernement veut l'aider. Par contre, ces sociétés multinationales ne sont pas dans la même situation que les sociétés pétrolières vu qu'elles sont établies dans la région du Canada où il semble y avoir le plus de partisans libéraux. Le gouvernement décide donc tout à coup que les sociétés multinationales ne sont pas si terribles que cela et il leur donne l'aide financière voulue. Je ne sais pas pourquoi ces sociétés ne changent pas leur nom à Auto-Canada et à Tracteur-Canada respectivement. Pourquoi le gouvernement ne nationalise-t-il pas ces sociétés? Il préfère choisir une industrie qui joue un rôle important dans une province lointaine où les partisans libéraux ne sont pas nombreux. Le gouvernement estime qu'il a tout à fait le droit de s'imposer de force à ce secteur, bien qu'il soit en général assez apathique. Les habitants de l'Ouest ont tendance à penser que Petro-Canada se résume aux deux portes que l'on trouve à l'arrière des stations-service. Le programme du gouvernement ne vise pas à la canadianisation mais plutôt à la nationalisation. Un sondage effectué par le *Calgary Herald* indique que 376 derricks canadiens se seront installés aux États-Unis avant que toutes les mesures prévues dans le budget énergétique du 28 octobre entrent en vigueur, et cette émigration coûtera environ 22,000 emplois aux Canadiens. Cela veut dire que, d'une part, le gouvernement demande aux députés l'autorisation d'emprunter 14 milliards de dollars sur les marchés financiers internationaux et que, d'autre part, le même gouvernement fera disparaître 22,000 emplois au Canada.

Examinons un peu les avantages que recevront les habitants de l'Ontario si nous voulons mettre en valeur notre potentiel régional comme il se doit.

● (1530)

Un des cinq gîtes gazéifères de Dome Petroleum sur le littoral arctique donnera 150,000 années-hommes jusqu'à ce qu'il soit épuisé. Cet aménagement aura une énorme répercussion sur l'économie de l'Ontario. Néanmoins, l'attitude dissimulée du gouvernement au sujet de la question énergétique fait perdre des emplois à la population de l'Ontario et du Québec et ralentit la croissance économique. L'an dernier, deux usines de transformation des sables bitumineux ont cessé de fonctionner parce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources n'a pu négocier une entente sur les prix du pétrole. Cela représente une perte de 108 milliards de dollars pour l'Ontario durant les 25 années d'existence d'une usine de la transformation des sables bitumineux. Il s'agit d'une seule usine. Les députés ne doivent pas oublier que nous aurons besoin de neuf usines si nous voulons subvenir à nos besoins